

Accord professionnel

INTERMITTENTS DU SPECTACLE

Avenant n° 6 du 14 avril 2020

à l'accord du 20 décembre 2006
relatif aux garanties collectives de prévoyance

NOR : ASET2050543M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FESAC,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CGT ;

CFDT ;

FO ;

CFTC ;

CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

L'étude des comptes de résultat du régime et les projections afférentes au fonctionnement du « fonds collectif du spectacle pour la santé » ont permis d'identifier un manque de ressources et d'alimentation suffisantes. C'est la raison pour laquelle les parties au présent accord ont entendu remédier à la situation en augmentant le montant de la cotisation patronale obligatoirement versée au sein dudit fonds.

Pour ce faire, les parties signataires de l'accord collectif interbranches instituant des garanties collectives de prévoyance au profit des intermittents du spectacle du 20 décembre 2006, dans sa rédaction issue de ses avenants successifs, ont décidé, conformément à l'article IV.2.1 dudit accord, d'en réviser les termes de la manière suivante :

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Objet de l'avenant

Le présent avenant modifie le financement des garanties « frais de santé » des salariés intermittents du spectacle, en augmentant les cotisations afférentes à l'alimentation du « fonds collectif du spectacle pour la santé ».

L'article III.2.1 intitulé « Cotisations pour l'alimentation du "fonds collectif du spectacle pour la santé" » de l'accord collectif du 20 décembre 2006, tel que modifié par ses avenants successifs, est désormais rédigé comme suit :

« Toutes les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord, tel que défini à l'article I.2.1 du chapitre 1^{er}, ont l'obligation d'acquitter une cotisation assise sur la rémunération des salariés intermittents du spectacle qu'ils emploient, limitée à la tranche A (rémunération inférieure ou égale au plafond de la sécurité sociale visé à l'article L. 241-3 du code de la sécurité sociale), y compris les congés payés versés par l'intermédiaire de la caisse des congés spectacle.

Cette cotisation s'élève, à compter du 1^{er} juillet 2020, à un montant minimum correspondant à :

- pour les cadres : 0,74 % ;
- pour les non-cadres : 0,45 %.

À compter du 1^{er} avril 2021, cette cotisation s'élèvera à un montant minimum correspondant à :

- pour les cadres : 0,74 % ;
- pour les non-cadres : 0,7 %.

L'ensemble des cotisations ainsi versées sera affecté à un fonds collectif dénommé "Fonds collectif du spectacle pour la santé" ».

Les autres dispositions de l'accord collectif interbranches instituant des garanties collectives de prévoyance au profit des intermittents du spectacle du 20 décembre 2006, tel que modifié par ses avenants successifs, demeurent inchangées.

Article 2 | Extension

Le présent avenant sera présenté à l'extension ministérielle afin d'être rendu opposable à l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de l'accord interbranches.

Article 3 | Entrée en vigueur et durée

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2020.

Article 4 | Dépôt

Le présent avenant sera déposé, conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

En outre, un exemplaire sera établi pour chaque partie.

Fait à Paris, le 14 avril 2020.

(Suivent les signatures.)